

Les subsides

Notre proposition répond à un minimum vital pour corriger une situation intenable à cause des problèmes que les jeunes de 18 à 25 ans connaissent et de la relance de l'industrie de la construction. C'est ça que nous aimerions faire. Y a-t-il quelque chose de plus noble et de plus légitime que de réclamer à grand cri un programme d'urgence pour ces deux secteurs? Qu'on cesse d'accuser tantôt la province de Québec, et je le dis aux Québécois, tantôt le gouvernement américain, mais qu'on se regarde un petit peu, monsieur le président, et qu'on se demande ce que nous faisons, nous, pour ce pays? Ce gouvernement a eu la confiance du public depuis des années. Mais il ne la mérite plus, monsieur le président, et ça se sent, et ça transpire dans les circonscriptions. C'est vrai que je viens d'une province affectée au plus haut point par la lamentable performance du gouvernement fédéral. Je viens d'une province affectée davantage par une récession à laquelle nous faisons face, mais le gouvernement ne peut pas s'en laver les mains cependant.

● (1550)

Il y a deux ans, monsieur le président, les libéraux étaient reportés au pouvoir. Qu'on me dise à quel moment durant la campagne électorale mes collègues libéraux ont prévenu les électeurs qu'ils augmenteraient le prix de l'essence quatre fois plus que les 18c. que nous avions proposés. Qu'on me dise à quel moment durant la campagne électorale ils ont prévenu les électeurs du Québec ou d'ailleurs qu'ils augmenteraient de 120 p. 100 le coût de l'huile à chauffage. Qu'on me dise à quel moment on laisserait mourir l'industrie de la construction, comme c'est la situation présentement. Qu'on me dise à quel moment, monsieur le président, on refuserait de faire quoi que ce soit pour les locataires. Qu'on me dise à quel moment on refuserait de respecter notre crédit d'impôt pour aider les propriétaires à conserver leurs maisons. A-t-on dit durant la campagne électorale qu'on favoriserait l'augmentation du nombre de chômeurs pour combattre l'inflation? Jamais, monsieur le président! A-t-on dit aux travailleurs dans les secteurs traditionnels, les secteurs mous au Québec, qu'ils devront se préparer à accepter des préretraites, qu'ils devront se préparer à accepter des programmes de formation d'emploi parce que ce gouvernement a l'intention, la preuve en est faite, de négliger de façon significative les secteurs traditionnels.

Et on a des revendications du secteur de la chaussure et du secteur du textile. J'ai des collègues du Québec de l'autre côté qui sont affectés dans leurs circonscriptions à cause de la négligence et de l'absence de clairvoyance nécessaire pour administrer un pays. On n'a pas dit cela il y a deux ans. On n'a pas prévenu les électeurs des choses que ce gouvernement se permet de décider quotidiennement. Les membres de ce gouvernement sont à mes yeux complices d'une trahison nationale à ce sujet. Et le Québec nous regarde aujourd'hui, il attend et il a hâte de voir le comportement de ses six douzaines de députés. Le Québec a hâte de voir si l'opinion du groupe des 10, dont deux ministres, c'est sérieux, monsieur le président, deux ministres, si l'opinion de ces 10 députés représente celle de la grande majorité du caucus libéral du Québec et si c'était vrai, comment ces derniers pourraient-ils à la suite de l'absence de réponse du ministre des Travaux publics (M. Cosgrove), responsable de l'habitation, envers un secteur très particulier, et l'absence de réponse du ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) par rapport à leur recom-

mandation, comment pourront-ils se comporter ce soir? Il est bien sûr qu'on juge les hommes d'après ce qu'ils font et non d'après ce qu'ils disent. Être le représentant du peuple, représenter véritablement les sentiments du peuple auprès du Parlement, je me demande si ce n'est pas là une noble profession et une profession respectable. Comment peuvent-ils respecter cette profession, comment peuvent-ils respecter la confiance que leurs électeurs leur ont donnée si ce soir ces députés sont incapables de respecter leur propre signature?

Une voix: Fais attention à ta pression!

M. La Salle: La pression est bonne, monsieur le président. Je crois que ces députés ont un examen de conscience à faire cet après-midi, ces députés ont le devoir de permettre aux Canadiens de faire un choix sur une administration qui saurait être meilleure et plus positive pour l'ensemble du Canada.

Je vous ai parlé de trahison nationale, monsieur le président. Après l'annonce du budget du ministre des Finances (M. MacEachen), il est clair que dans le Québec comme ailleurs les électeurs ne pouvaient pas endurer ces mesures répressives vis-à-vis toutes les catégories, et condamnées par toutes les catégories qui composent la société canadienne, dans tous les domaines, au Québec comme ailleurs, et mes collègues du Québec qui s'amuse en face de moi le savent parfaitement bien.

Comment se fait-il qu'il n'y en ait que 10 qui ont signé la lettre quand je sais qu'il y en a au moins 50 qui auraient le goût de le faire? Je fais appel à leur conscience. Je fais appel au respect qu'ils doivent manifester vis-à-vis de leur signature, et au nom des millions de Québécois, j'implore ces collègues de répondre aux attentes et aux aspirations de leurs propres électeurs. Comment expliquer tout à coup que ces députés décident d'écrire ouvertement à leur premier ministre (M. Trudeau), si ce n'est pas la pression et le désarroi qu'ils ont sentis dans leur circonscription?

Tantôt, le député de Montréal-Mercier avec grâce a livré le message ou a parlé probablement au nom des dix, a tenté de justifier l'action qu'ils vont poser ce soir en disant qu'elle n'a jamais condamné le budget MacEachen. Quel écrasement, monsieur le président! Ce n'est pas la première fois que je vois cela. Ce n'est pas la première fois, mais quelle déception également pour les Québécois qui pensaient à un certain moment qu'on pouvait trouver un noyau suffisamment courageux pour ramener ce ministre des Finances à la raison et pour rendre également ce gouvernement plus respectueux des besoins de l'ensemble du Canada et particulièrement du Québec, puisqu'il y en a 74 de l'autre côté qui ont un rôle immensément important à jouer, et il semble, de plus en plus, et encore aujourd'hui, il semble au moment où je parle que les Québécois seront de nouveau déçus parce qu'ils n'auront pas été capables d'aller jusqu'au bout d'une pièce que nous allons considérer comme l'orchestration gênante pour les Québécois d'un nombre de députés du Québec. Et cette imagination est pilotée par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin), que je n'ai pas encore vue à la Chambre aujourd'hui, et je ne sais pas si elle viendra ce soir à la suite de l'avertissement du premier ministre (M. Trudeau). Le député de Montréal-Mercier ne nous a pas tout dit, quand elle dit se plier de bonne grâce à l'invitation du président de son caucus qui l'a rabrouée et du premier ministre qui les a du revers de la main bien avertis que la prochaine lettre qu'il regarderait, ce